

AG d'Attac : Lyon 13 et 14 octobre

Les 13 et 14 octobre 2007 à Lyon, l'assemblée générale de l'association alter-mondialiste Attac a rassemblé 300 adhérents dans une atmosphère apaisée et constructive. Les trois axes de mobilisation et les propositions d'alternatives ont été réaffirmés : l'Europe, les inégalités, l'environnement.

Attac exige un référendum sur le Traité "modificatif" européen qui reprend l'essentiel du TCE pourtant rejeté par les peuples français et néerlandais ; elle conteste les politiques néolibérales européennes ; elle poursuit ses mobilisations sur les questions internationales, notamment sur les accords bilatéraux et les Accords de partenariat économique ; elle combat les inégalités accrues par les politiques du gouvernement ; elle se donne pour objectif la construction de convergences entre mouvements sociaux et écologistes en réponse au Grenelle de l'environnement.

L'assemblée générale a voté à l'unanimité un voeu rappelant que "avec ou sans papier, les immigrés sont avant tout des êtres humains", condamnant les politiques répressives du gouvernement. L'AG a apporté son soutien aux mobilisations du 18 octobre.

Déjà, l'importante fréquentation de l'Université d'été, la richesse des débats avaient marqué un retour de l'association Attac sur la scène politique. La réussite de cette assemblée générale est celle de toute l'association.

Le Conseil d'Administration d'Attac France

Au sommaire :

- p. 1 : AG d'Attac à Lyon...
Mobilisations à venir
- p. 2 : Attac en campagne,
Moratoire OGM...
- p. 3 : Les APE,
Semences de ferme...
- p. 4 : Attac,
Châtellerauld,
- p. 5 : Attac Montmorillon,
Attac Poitiers,
- p. 6 : Agenda,
EADS, le ...
Adhésion 2007

Mobilisations à venir

Voici les campagnes où l'association est investie et dont les dates sont connues.

Informations sur les mobilisations mises en ligne :

- Point sur la campagne contre les « Franchise médicale » après les mobilisations du 13 octobre : <http://www.france.attac.org/spip.php?article7276>
 - Dimanche 21 octobre : Alter-Grenelle à Paris, de 14 h à 19 h.
 - L'Alliance pour la planète organise une opération « On s'arrête pour la planète » la veille du Grenelle officiel (les dates du 26-27, sinon 24-25 octobre sont actuellement avancées)
- Retrouver l'agenda d'Attac France : <http://france.attac.org/spip.php?page=agenda>

Quand la santé est privée, il ne s'agit pas de dépenser moins, mais de dépenser plus

Une enquête a été réalisée par un institut indépendant, le Commonwealth Fund, portant sur six pays, Australie, Canada, Allemagne, Nouvelle-Zélande, Angleterre, États-Unis. Elle met une nouvelle fois en évidence que les États-Unis sont le pays dont les dépenses de santé sont le plus élevées - 6 102 dollars par habitant, soit deux fois plus que les cinq autres -, mais se classe à la dernière place pour l'état sanitaire de la population, l'accès aux soins, l'efficacité du système et l'équité. L'absence de couverture-santé universelle aux États-Unis explique notamment les difficultés d'accès aux soins : plus de la moitié des étatsuniens disent avoir renoncé à des traitements, des examens ou même des visites pour des raisons financières, contre 13 % des anglais, alors que le système sanitaire de l'Angleterre est pourtant en très mauvais état.

Ont participé à ce numéro :

A. Bernier, J.P. Huot, D.
Leblanc, J. F. Meunier, R.
Roquetanière

Des infos sur Attac dans la Vienne, sur internet, ... c'est possible !

Vous pouvez retrouver l'agenda d'Attac sur le nouveau blog à cette adresse :

<http://attacpoitiers.haut-efort.com/>

Pour le moment, peu de choses, mais ça va venir ! Le blog remplace l'ancien site internet qui n'est plus mis à jour depuis près de 3 ans. On espère que le blog permettra de combler le vide d'infos. A suivre donc.



Spécial « copinage » : la sortie du Tome 2 de « Petite histoire des colonies françaises » aux éditions FLBLB.

Infos sur le site :

http://editions.flblb.free.fr/Edition/Catalogue/colonies_t2.htm

L'autre Europe que nous voulons, solidaire, écologique et démocratique

Coordination de la campagne : Aurélie Trouvé (aurelietrouve@yahoo.fr)

Les décisions européennes affectent directement le quotidien des habitants de l'Europe comme du reste du monde. Or, cette année, des décisions majeures marqueront la poursuite de la construction de l'Europe néolibérale. Des décisions dont nous nous saisirons pour mettre en avant l'autre Europe que nous voulons.

Traité modificatif européen

Le « Traité modificatif » devrait être adopté par les chefs d'État ou de gouvernement à l'issue de la présidence portugaise, fin 2007. L'ambition du président de la République française est de faire ratifier le nouveau traité par voie parlementaire au plus tard au printemps. Pour Attac, cela doit conduire à mener une campagne démocratique pour obtenir un référendum en France sur sa ratification, véritable condition d'une démocratisation des enjeux européens. Nous souhaitons que cette campagne soit menée également dans un cadre unitaire large incluant toutes les forces démocratiques qui ont pris position pour un référendum. Conjointement, nous

mènerons une campagne critique à l'égard du contenu de ce traité, qui ne fait que transférer dans les traités actuels l'essentiel du TCE. Cette critique se fera en lien avec l'ensemble des forces sociales qui se battent pour une Europe solidaire, écologique et démocratique. Enfin, ces campagnes doivent s'articuler étroitement avec les alternatives que nous proposons à l'échelle européenne, exposées dans notre Manifeste et dans les 10 Principes des Attac d'Europe.

Textes de référence :

- 10 principes des Attac d'Europe et les analyses du traité modificatif
- Un 4 pages sera diffusé dans le Lignes d'Attac du mois d'octobre.

D'autres outils de campagne sont prévus, à destination notamment des comités locaux (qui eux-mêmes pourront faire remonter leur travail). Enfin, une analyse commune du traité modificatif est en cours avec les Attac d'Europe (avec l'objectif de production d'un texte commun en octobre/novembre), en lien avec la poursuite de la réflexion sur les « 10 principes » reprenant les réactions des adhérents et comités locaux européens.

Marche nationale pour le moratoire OGM

Les déclarations récentes de M. Jean-Louis Borloo montrent que la mobilisation menée depuis des années par les associations sur la question des OGM a fait bouger les lignes. Si le ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables ne se résout pas encore à prononcer le mot de « moratoire », il reconnaît que la contamination de l'agriculture traditionnelle est inévitable en cas de dissémination de plantes transgéniques, et souhaite un « gel » de la vente des semences issues d'OGM.

Pour autant, la cause n'est pas encore entendue. Le ministre de l'agriculture, M. Michel Barnier, défendra sans aucun doute les intérêts de l'agrobusiness, et la décision finale reviendra au chef de l'État à l'issue du Grenelle de l'environnement.

ses militants à se mobiliser fortement pour obtenir l'arrêt des cultures de plantes génétiquement modifiées en milieu ouvert. Après avoir été parmi les initiateurs de l'« Appel d'Orléans pour un printemps sans OGM », dont la pétition a recueilli près de 100 000 signatures, Attac a participé, du 9 au 13 octobre, à une « Marche pour le moratoire » entre Chartres et Paris, qui s'est terminée par une grande réunion publique d'information et de débats à l'Université de Saint-Denis.

Tous les comités locaux étaient invités à soutenir cette initiative en étant présents et en relayant l'information afin qu'elle soit un véritable succès.

Le moratoire sur les OGM est plus que jamais à notre portée. Il ne tient qu'à nous de le rendre incontournable.

Dans cette dernière ligne droite, Attac appelle tous

Paris, le 3 octobre 2007

Comprendre et se mobiliser contre les APE

Les Accords de partenariat économique (APE) en cours de négociation entre l'Union européenne et 79 pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) posent un certain nombre de problèmes graves.

Sous prétexte d'un « partenariat pour le développement », l'UE réintroduit, au travers des APE, le programme de libre-échange de l'OMC : toutes les entraves doivent être supprimées pour 80 à 90 % des échanges commerciaux entre l'UE et les pays ACP, et dans des délais les plus brefs. Refusant pour sa part toute concession, la Commission européenne exerce de lourdes pressions économiques et politiques sur les pays ACP pour forcer leurs décisions. Les objectifs d'éradication de la pauvreté et de développement durable, proclamés dans l'accord de Cotonou, sont balayés au nom de la libéralisation du commerce et de l'investissement.

Le 27 septembre marque le cinquième anniversaire des négociations. À cette occasion, de nombreuses organisations d'Europe et de pays ACP africains appellent à la mise en oeuvre

d'une journée mondiale de protestation contre les APE (voir ci-dessous).

Quelles que soient les zones géographiques concernées, tous ces accords de libre-échange sont particulièrement dangereux. Des associations de solidarité internationale, des syndicats, des mouvements sociaux et écologiques se mobilisent en nombre pour mettre en échec leur logique ultralibérale. Par ailleurs, les mouvements citoyens du Sud comptent beaucoup sur notre solidarité avec leurs résistances.

La politique commerciale de l'UE est la concrétisation du libre-échange que nous combattons. Cela a été réaffirmé lors de notre dernière Université d'été. Aussi, un des axes prioritaires des mobilisations d'Attac pour la rentrée porte sur les politiques de l'Union européenne ; un autre porte sur la solidarité contre les inégalités. C'est pourquoi toute l'association est appelée à se mobiliser contre les APE.

Des organisations syndicales et des associations en France sont impliquées dans l'action :

- Pour les associations : Aitec, CCFD, CFSI, Coordination sud, FIDH, le réseau

Foi et Justice, Secours catholique, Oxfam - Agir Ici ;

- Pour les syndicats : CGT, FSU, Solidaires.

D'ores et déjà un certain nombre d'activités sont programmées :

Deux demandes de rendez-vous sont adressées au président de la République et au ministre chargé du Commerce extérieur pour leur exposer la position des ONG et syndicats qui auront signé l'appel commun.

Une conférence de presse est prévue le 27 septembre, l'occasion de faire savoir à la presse la situation des APE.

Une soirée d'information et de mobilisation se tiendra à Nantes, co-organisée par Oxfam-Agir Ici et Attac.

Une action spectaculaire est prévue.

La mobilisation du 27 septembre se comprend comme une première étape d'information et de mobilisation qui tend vers la mise en place d'un contre-sommet s'opposant à celui qui se tiendra entre l'UE et l'Afrique les 8 et 9 décembre 2007 à Lisbonne, et dont le programme comporte la signature des APE.

Non, les semences de ferme ne sont pas une contrefaçon !

Le 17 octobre, les sénateurs étudieront en 2ème lecture le texte de loi de lutte contre les contrefaçons. Ce texte concerne aussi les obtentions végétales. L'article 19 de ce texte limitait le champ d'application des procédures de saisie-contrefaçons aux contrefaçons de type commercial (par exemple un étiquetage frauduleux sur des lots de semences certifiées).

En supprimant cet article, les sénateurs ont considérablement élargi le champ de la loi, au point d'y inclure les « semences de ferme ».

En d'autres termes, les agriculteurs qui reproduisent à la ferme leurs semences pour leurs propres besoins pourraient être dorénavant poursuivis pour contrefaçons !

Le Réseau Semences Paysannes et ses membres proposent aux sénateurs un amendement plus explicite : « Ne constitue pas une contrefaçon la reproduction par un agriculteur de ses semences pour les besoins de sa ferme et ce quel que soit l'origine de ces semences », conformément à l'esprit initial de la loi et de l'article supprimé.

Le Réseau Semences Paysannes rassemble une quarantaine d'organisations oeuvrant pour le maintien et le renouvellement de la biodiversité cultivée dans les fermes et les jardins. A ce titre, nous sommes particulièrement préoccupés par la remise en cause récurrente du droit des agriculteurs à ressemer une partie du grain qu'ils récoltent. Ce geste essentiel est en effet la base de toute activité de conservation in situ de la biodiversité domestique.

Contact : Guy Kastler, 06 03 94 57 21 Héléne Zaharia, 05 63 41 72 86.



"We feed the world", (le marché de la faim) vendredi 19 octobre 2007, 20 h 30.

Cinéma-débat au Majestic de Neuville de Poitou,

L'ARC (association pour les rencontres culturelles) et l'ACEVE organisent une soirée cinéma-débat. Le sujet du débat sera celui du film : Agriculture, agro-industrie et nourriture dans le monde.

Pour vous informer, ou pour donner votre point de vue, venez participer à cette soirée culturelle pas comme les autres.

Attac Châtelleraut : réunion du 19 septembre

Peu d'informations concernant les rendez-vous de l'été :

- Chemins de la découverte (150 participants)
- Université d'été : ce fut un succès d'après les médias (800 participants) Selon un participant, les niveaux des interventions furent de qualités diverses, l'ambiance assez consensuelle et ce fut l'occasion d'entendre les groupes constitués (syndicats ou partis).

L'AG d'Attac se déroule à Lyon, les 13-14 octobre.

Dominique y participera.

- Un échange de points de vue s'engage sur le rapport d'activité. Il est noté l'activité réduite depuis plusieurs mois du Conseil Scientifique et la quasi-absence d'Attac au débat de la Présidentielle.

- Il est d'autre part étonnant que dans le cadre des licenciements économiques, le salarié le mieux rémunéré, le délégué général, n'ait pas été concerné.

- Les différentes résolutions sont discutées. Tout le monde souhaite une réforme rapide des statuts dans le sens d'une augmentation de la représentation des comités locaux face aux représentants des fondateurs.

- Sont rappelés les trois grands axes de campagne retenus par le CA :

- « l'autre Europe que nous voulons, solidaire, écologique et démocratique »

- « La solidarité face aux inégalités »

- « développer la question écologique et l'associer à la question sociale »

Notre Comité devra choisir parmi ces axes des thèmes qui

correspondent à l'actualité de notre région.

Action locale concrète : contre les franchises médicales

- Dans l'immédiat, le Comité local s'engage à faire une action contre les franchises médicales. Françoise et Nacer prépareront un tract tiré à 3000 exemplaires et distribué sur les marchés châtelleraudais avant le 29 septembre. Une incitation à voir le film « Sicko » de M. Moore sera mentionnée.

- Le Collectif de Poitiers distribuera un tract le 22 septembre et organise le 29 septembre un débat : « Franchise ou solidarité, quelle politique de santé voulons-nous ? »

Collectif anti-expulsion

Les deux jeunes filles de Châtelleraut, Line et Jeannaëlle, sont officiellement expulsables. Elles ont repris leur formation dont au moins une à St Gabriel. Depuis la rentrée, le collectif ne s'est pas à nouveau réuni.

Formation interne du comité local

Dans le cadre de notre formation interne, Bernard et Christophe présenteront au cours des prochaines réunions une information sur « la crise des subprimes » et « l'ouverture du marché de l'énergie »

Divers : Guy-François communique un site (www.Reopen911.info) où l'on trouve des contre arguments de la version officielle des événements du 11 septembre.

Prochaine réunion : mercredi 17 octobre, 20h30, Salle Camille Pagé

Attac Montmorillon : réunion du 13 septembre (6 présents, 2 excusés)

Ordre du jour :

1. Fête "march'équitable" à Lussac, 2. La fête de quartier, 3. Réunion d'Attac 86, 4. Point sur la trésorerie, 5. CR sur l'Université d'été 2007

1. Le 29 septembre, cinéma à Lussac les Châteaux : "we feed the world" L'association de Producteurs Consommateurs "March'équitable vous invite pour la projection de "We feed the world", le 29/09 à 20h30, à la MJC de Lussac les Châteaux. Ce film dénonce le fonctionnement de l'agriculture intensive. Monique en profite pour nous parler de : "Notre pain quotidien" sur le même sujet. Pouvons-nous envisager de le programmer sur Montmorillon ? C'est un film très efficace qui illustre les résultats d'une politique agroalimentaire sur notre vie quotidienne, la négation de toute vie : végétale, animale et humaine. Il faudra trouver le DVD !

2. La fête de quartier sur Montmorillon

Au mois de juin, nous avions envisagé de participer aux fêtes de quartier et démontrer l'importance de la présence d'Attac Montmorillon sur le local pour jouer notre rôle

d'éducation populaire : début septembre, aucune association qui devait faire partie de l'organisation de la fête ne s'est vraiment manifestée et il manque de temps pour relancer le projet. Il nous faut donc partir sur un nouveau projet avec une nouvelle date, plus tard dans l'année. Véro interviendra plus en tant que professionnelle et espère l'aide de quelques bénévoles d'associations en plus, et notamment de la part d'Attac Montmorillon, pour consolider ce projet. Il est prévu de projeter le film "AC", dont nous avons une copie en DVD. Le réalisateur, R. Lardot est d'accord pour intervenir ce jour-là. Véro et sa collègue Sylvie relaieront les infos sur ce film. Il nous faudra donc arrêter une nouvelle date. Caroline propose de créer une commission de programmation cinéma.

La Commission de programmation cinéma

L'objectif sera de proposer des films et de préparer un calendrier. Elle sera composée de Claude, Caroline et Monique. Nous prévoyons un cycle de films avec projections-débats régulières. Nous essaierons un film tous les 2 mois. La programmation sera annoncée par courriers et tracts. Dans le cadre de la semaine sur la solidarité sur le thème "le ré-

Attac à Châtelleraut

D. Blanchard : 05 49 23 37 52
chatelleraut@attac.org

Attac à Montmorillon

16, rue des récollets BP 30 099
86 502 Montmorillon Cedex
montmorillon@attac.org

**Pour contacter Attac
dans la Vienne**

Correspondant Attac à Loudun
loudun@attac.org

Attac à Poitiers

14, Les Alleuds 86 240 Ligugé
A. Agneray : 05 49 45 01 73
D. Leblanc : 05 49 41 16 37 poitiers@attac.org

chauffement de la planète", Claude est allé proposer une intervention à la MJC : le film que nous avons prévu "**Sous la pluie du nord**", traite des arrosages chimiques sur les forêts de Colombie. Ce film devrait être projeté, avec accord du responsable de la programmation, **vendredi 17 novembre à 20h30**, à la MJC.

En janvier, serait projeté "**AC**" et "**No-tre pain quotidien**" en mars 2008. Claude se renseigne pour nous obtenir "**Les Lip, l'imagination au pouvoir**" qui pourrait être programmé à l'occasion des municipales, si possible, afin d'illustrer cet exemple d'autogestion.

3. Réunion d'Attac 86

Beaucoup de difficultés pour envisager sereinement la tenue de la réunion du 3 octobre à Montmorillon avec Attac Châtelleraut et Poitiers. Le projet de site mis à jour (Jean-Pierre) a pris du

retard, on repousse la date pour laisser chaque groupe relancer ses activités et alimenter la réunion par des thèmes complémentaires.

4. Trésorerie

Caroline était à l'univ d'été à Toulouse, tout le monde est d'accord pour lui rembourser le voyage, car elle a représenté notre assoc. Problème : Claude nouveau trésorier élu en juin remplace Anahide. On doit faire un CR de l'élection, signé par les participants. Ceci permettra à Claude d'avoir la signature pour le financement des actions.

5. Compte-rendu de l'Université d'été d'Attac à Toulouse

L'université d'été 2007 à Toulouse s'est déroulée dans un esprit de renouvellement et de redémarrage d'Attac. C'était une véritable occasion de reconstruction de notre association.

Entre 700 et 800 adhérents (24-28

août), ont participé aux débats et plénières, souvent suivis par des projections, "**L'affaire Clearstream**" soirée de soutien à Denis Robert, "**Les Lip, l'imagination au pouvoir**", ou par des festivités. L'organisation d'un tel événement (hébergement, repas, information, etc) de la part d'Attac Toulouse étant plus qu'admirable.

Les filières (en 2 parties : analyses/propositions alternatives) s'appuyaient sur les 7 piliers du manifeste.

Les 3 plénières :

Attac et le mouvement altermondialiste, Le déficit démocratique en Europe, Les alternatives au libre-échange. Ensuite, bilan du contre G8 et débat sur les perspectives, avec Sven Giegold (Attac Allemagne).

Prochaine assemblée générale :

Jeudi 11 octobre 2007, 20 h, MJC

Attac Poitiers : AG du 11 septembre (15 présents, 3 excusés)

15 présents dont deux personnes nouvelles et bienvenues. L'ordre du jour est fixé sur place.

a) le point sur les différentes actions et manifestations récentes et les projets en cours.

- L'université d'été donne l'occasion à ceux qui étaient à Toulouse de nous dire combien ils ont apprécié les thèmes proposés et le désir de voir l'association repartir de l'avant.

- invitation de la LCR à relayer la manifestation nationale du 29 septembre dont Attac France est partie prenante. Attac Poitiers soutient cette manifestation et sera représentée par tous ceux de ses membres déjà impliqués localement.

- Attac Poitiers dans le cadre de la semaine de la solidarité (16/17/18 novembre) accepte de cofinancer selon ses moyens un spectacle de rue qui expose les thèmes que nous défendons nous-même. A voir avec la trésorière.

- Troupe la Tribouille : Marie France propose de participer au financement du spectacle que cette troupe pourrait présenter à la Maison des projets en janvier (suite de ce qu'avaient apprécié les participants à l'univ. d'été 2006 à Buxerolles).

- Proposition d'organiser régulièrement des soirées cinéma sur des thèmes, soit uniquement par le comité local soit en association avec des partenaires (Dietrich, Théâtre, etc.)

- diffuser régulièrement de l'information ; Prise en charge d'évènements ; Soirées d'accueil des nouveaux adhérents ; Rééditer un festi 'Attac,...

PROJETS A MOYEN TERME :

- soirées sur les dérives du code du travail.

- soirées d'information sur les conséquences du remplacement d'une taxation par une redevance (exemple sur les ordures ménagères)

- s'emparer des discussions sur la Loi Oudin-Santini : 1% pour quoi faire ?

- reprendre les exposés sur les fondamentaux d'Attac.

- comment à partir de la réalité locale traduire les thématiques alter mondialistes par exemple au niveau municipal.

b) **débat du jour** : avis et intentions des présents sur leur participation aux actions locales et nationales d'Attac.

Résumé en vrac : certains sont ambivalents : la crise d'Attac n'est pas terminée, ils "attendent pour voir". L'un veut bien s'investir sur des thématiques ponctuelles surtout si Attac met en valeur les raisons idéologiques qui ont présidées à sa création. L'autre souhaite que nous nous rendions visible en organisant des évènements pour prouver qu'Attac bouge encore. D'autres encore doutent que l'association sache au plan national dépasser le drame qu'elle vient de traverser. Est-elle encore capable d'accomplir des actes qui comptent, visibles ? Sommes-nous désireux d'agir dans les quartiers ? Certains ne se sentent pas concernés par les troubles au plan national. Ils témoignent de leur désir de continuer à faire de l'éducation populaire.

L'association met des idées en place et agit. Une telle a adhéré au 2ème tour des présidentielles pour participer à la reconquête idéologique de l'esprit progressiste, essayer que plus de personnes s'interrogent et s'impliquent dans la politique. Comment développer ce type d'action dans le monde du travail ? D'autres sont en retrait de l'association depuis un an et font un parallèle entre ce qui s'est passé à l'intérieur d'Attac national et le rassemblement de la gauche anti-libérale et suivront nos actions locales sans en être moteur. D'autres ont besoin d'être motivés, de trouver dans l'association au plan local de l'énergie mais constatent que la pérennité des valeurs défendues et les orientations qui ont présidées à la constitution d'Attac sont toujours essentiels. Il est noté que l'équipe nationale actuelle est invisible, qu'elle n'a pas été entendue lors des récentes consultations électorales pourtant très importantes pour notre avenir immédiat.

**Prochaine réunion : mardi 13 novembre, 20 h 15
Salle Timbaud**

Agenda

- **9 oct.** : 20 h 15, réunion mensuelle, Maison du peuple, **salle Timbaud** (Attac Poitiers)

11 oct. : 20 h, réunion mensuelle, à la MJC (Attac Montmorillon)

- **17 oct.** : 20 h 30, réunion mensuelle, salle Camille Pagé (Attac Châtellerauld)

- **19 oct.**, 20 h 30, "**We feed the World**", le marché de la faim, Cinéma Le Majestic à Neuville de Poitou. (Aceve)

- **20 oct.**, 14 h 30, **La solidarité n'est pas un délit !** Mobilisation contre la loi sur l'immigration, pour la relaxe de F. Guimard, coupable de délit de solidarité. Palais de Justice. (FSU, RESF,...)

- **26 oct.** : 20 h 30, **Poésie palestinienne.** MCL/Le Local à Poitiers. (France Palestine Poitiers)

EADS : le fonctionnement classique du capitalisme

Le 4 octobre dernier, la présidente du MEDEF, Madame Parisot, s'écriait sur les ondes d'une radio « si les délits d'initiés présumés de nombreux dirigeants d'EADS devaient s'avérer, ces derniers seraient tout sauf des patrons ». L'appétit démesuré des dirigeants, dont ceux de EADS ne sont qu'un exemple, pour les options sur achat, les fameuses *stock options*, est caricatural de l'absence totale de morale de ces personnages ; il sera, peut-être sanctionné par la Justice.

Mais le « dysfonctionnement » ne tient pas tant au caractère extravagant -comme les 250 millions d'euros que l'ex-président du groupe Vinci s'était attribués- qu'à ce mode de « rémunération ». C'est son existence même qu'il faut mettre en cause. Selon certaines évaluations, ce sont moins de 4 % des salariés dans les entreprises relevant du CAC 40 qui en bénéficieraient. C'est tout simplement là un des outils utilisés pour accroître les écarts de revenus qui vont croissant dans le monde. En effet « l'efficacité », pour ses heureux propriétaires, de ces *stock options* réside dans les plus-values boursières, dépendant elles-mêmes des décisions que prendront les dirigeants qui en ont bénéficié. C'est là un des mécanismes de la financiarisation de l'économie tellement préjudiciable à l'ensemble des citoyens. En outre ces revenus, réputés salariaux, ne sont pas assujettis aux cotisations habituelles.(...)

Cependant, pour détestable que soit ce comportement ordinaire des cadres dirigeants, ce qui doit être rejeté c'est bien le fonctionnement même du système qui per-

met aux propriétaires du capital de s'approprier une part toujours plus importante de la richesse créée par les salariés. C'est ainsi que toutes les études de l'INSEE, de la Commission européenne ou du FMI convergent vers un même résultat : un déplacement important de la part de la valeur ajoutée au détriment des salariés ; en France ce sont, dans les entreprises non financières, quelque 8 points de PIB qui se sont ainsi déplacés vers les détenteurs de capitaux, entre le début des années 1980 et maintenant. (...)

A la fin des années 1990, l'Aérospatiale a été « vendue » à Matra, propriété de Lagardère. Deux groupes privés, Lagardère et Daimler se trouvent en position de contrôler EADS et sa filiale Airbus. Surviennent alors les difficultés que l'on sait pour l'A 380 - qui, au passage, démontrent la grande compétence de ceux qui justifient ainsi les rémunérations exorbitantes qu'ils s'attribuent -. Que font alors ces propriétaires ordinaires, tant du côté allemand que du côté français ? Ce que font tous les détenteurs de capitaux depuis des décennies, ils vendent à leurs Etats respectifs une part (7,5 % du capital détenu par chacun) de leurs actions pour un prix total de 4 milliards d'euros dont la plus-value peut être estimée à quelque 1,6 milliard. Et on apprend aujourd'hui que la Caisse des Dépôts et Consignations a été contrainte de racheter au prix fort les actions dont se sont débarrassés leurs propriétaires.

Ces profits sont supportés par les citoyens, c'est bien pourquoi ils doivent mettre un terme aux agissements de ces prédateurs en mettant fin au système qui les favorise.

Attac France, Montreuil, le 12/10/2007

Bulletin d'adhésion 2007

NOM (en capitales) : _____ PRENOM : _____

Homme Femme Date de naissance : _____

Profession : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone fixe : _____ Mobile : _____

Adresse électronique : _____

Je souhaite que ces renseignements restent confidentiels et ne soient pas communiqués au comité d'Attac de ma ville, région ou pays.

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Bulletin à renvoyer à **ATTAC Services Adhésions 60 646 CHANTILLY Cedex**

J'adhère à Attac et verse pour l'année civile 2007 un montant (incluant l'abonnement de 10 € à *Lignes d'Attac*) de :

(tranches de revenu mensuel)

<input type="checkbox"/> 0 à 450 €	12 €
<input type="checkbox"/> 450 à 900 €	20 €
<input type="checkbox"/> 900 à 1 200 €	34 €
<input type="checkbox"/> 1 200 à 1 600 €	45 €
<input type="checkbox"/> 1 600 à 2 300 €	60 €
<input type="checkbox"/> 2 300 à 3 000 €	70 €
<input type="checkbox"/> 3 000 à 4 000 €	100 €
<input type="checkbox"/> au delà de 4 000 €	130 €

Je verse en plus un don de €

J'effectue le règlement par :

chèque bancaire ou postal

carte bancaire n° :

_____ / _____ / _____ / _____

3 derniers chiffres au dos de votre carte :

date d'expiration : ____ / _____

signature :

date :